



## **Déclaration liminaire , CHSCT du 26 septembre 2016.**

La deuxième enquête du baromètre social de la DGFIP, confirme encore une fois qu'il ne sert à rien d'affirmer sans cesse dans les discours, une ambition en matière d'amélioration des conditions de vie au travail, quand parallèlement vous accompagnez avec zèle les orientations qui contribuent grandement à la détérioration du quotidien des agents des Finances.

Les chiffres de ce baromètre le montrent très clairement.

- 80% des agents estiment que la DGFIP n'évolue pas dans le bon sens,
- 59% estiment que le fonctionnement de leur service n'est pas efficace,
- 96% des agents indiquent travailler dans l'urgence,
- 52% des répondants sont mécontents de leur rémunération,
- 58% déclarent que leur motivation diminue.

Le message est clair, et pourtant notre Direction avance sans vergogne. Sous prétexte « de masse critique » dicit notre Directeur et d'un « âge d'or révolu », vous continuez à mettre en place des réformes qui remettent en cause les services et la notion même de service public entraînant incompréhension et souffrance des agents.

Aux suppressions d'emplois s'ajoutent des réorganisations multiples ( fermetures de postes, fusions de services), des modes de gestion en recul ( règles de mutation modifiées, évolution de l'entretien professionnel à travers l'application du protocole PPCR), des réductions des moyens budgétaires, des perspectives de carrières compromises, des augmentations salariales symboliques, et j'en passe..

Pour la CGT, la DGFIP est plus que dans la tourmente, elle est arrivée à un point de rupture jamais atteint, avec un DG qui au lieu de s'attacher à renforcer nos missions, accompagne leur destruction avec une succession des réformes qui ne font qu'aggraver les conditions de travail.

Sous prétexte de nécessaire évolution, aucun service n'est épargné par ce sentiment de régression, de perte du sens du travail. Encore une fois, il ne sert à rien de reconnaître le dévouement des agents et de simultanément encourager des projets qui entraînent constamment une détérioration de leurs conditions de travail.

Approuver et encourager la politique actuelle de suppressions d'emplois c'est provoquer en pleine connaissance de cause le mal être dans les services.

Car tout le monde le sait, même si beaucoup ne veulent pas le reconnaître, une immense part de la souffrance au travail des agents est directement liée aux suppressions d'emplois qu'il faut cesser immédiatement.

Pour la CGT, la qualité de vie au travail ne peut pas être abordée uniquement pour accompagner le changement en parlant du bien être au travail, en partageant l'information, en favorisant l'écoute et la participation. Cela doit être surtout l'occasion de réfléchir sur la qualité du travail, sur le sens du travail à partir du travail réel à partir de l'avis de l'ensemble des agents.

C'est pourquoi, le CHSCT se doit d'apporter des réponses sur les conséquences des orientations imposées, mais elle doit aussi permettre aux agents d'agir sur ces décisions qui impactent considérablement l'organisation du travail.

Les représentants CGT du CHSCT s'engagent à faire de cette instance un outil d'intervention des agents et non un simple instrument d'accompagnement des réformes.